

Immigration et libre circulation des personnes (LCP)

1. De quoi est-il question ?

L'immigration de main-d'œuvre qualifiée est essentielle pour relever les défis démographiques en Suisse, atténuer la pénurie de spécialistes et promouvoir la prospérité. La libre circulation des personnes (LCP) avec l'Union européenne et les États membres de l'AELE joue un rôle capital pour une migration propice à la Suisse.

Une main-d'œuvre qualifiée contribue de manière déterminante au succès de l'industrie tech suisse. Elle joue souvent un rôle clé dans le développement de technologies innovantes et de nouvelles prestations, ainsi que dans l'augmentation de la productivité. Malgré leurs efforts, les entreprises ne trouvent pas suffisamment de personnel qualifié en Suisse. Elles ont besoin d'expertes et d'experts étrangers pour conserver leur position de leader dans la concurrence mondiale.

Les universités et les instituts de recherche suisses profitent également de l'immigration de scientifiques et de chercheurs et chercheuses hautement qualifiés, qui contribuent à l'excellence scientifique et à la mise en réseau internationale du paysage suisse de la recherche.

2. Contexte / défis / faits et chiffres

La politique d'immigration suisse est sous pression sur le plan intérieur. Elle est mise au défi par le mécontentement suscité par le nombre élevé d'immigrants, les problèmes concrets dans le domaine de l'asile, la migration irrégulière, la criminalité des personnes originaires de pays tiers ainsi que les goulets d'étranglement croissants au niveau de l'infrastructure. L'augmentation de la population entraîne des coûts élevés dans les domaines des transports, des écoles ainsi que de l'énergie et aggrave la pénurie de logements dans certaines régions. Cela met également la LCP et la voie bilatérale sous pression.

Parallèlement, le vieillissement de la population et la pénurie de main-d'œuvre qualifiée qui en découle maintiennent la demande de la main-d'œuvre étrangère qualifiée à un niveau élevé. La réponse aux défis posés par la question de l'immigration doit donc être nuancée et basée sur les intérêts suisses.

3. Position de Swissmem / revendications / pistes de solution

- Swissmem s'engage pour une immigration supportable économiquement et socialement dans l'intérêt de la Suisse. Le but est de garantir la prospérité et une qualité de vie élevée.
- En premier lieu, il s'agit d'exploiter au mieux le potentiel de la main-d'œuvre qualifiée indigène (les Suisses et les Suissesses ainsi que la population étrangère résidant déjà en Suisse) avant de recruter des travailleurs à l'étranger.
- La libre circulation des personnes pour les citoyens de l'UE/des États membres de l'AELE a conféré des avantages essentiels à la Suisse. Elle se base sur le principe suivant : toute personne qui trouve du travail en Europe ou en Suisse a par principe le droit d'y séjourner. Les travailleurs suisses profitent aussi de cette situation à l'étranger. La libre circulation et les libertés économiques avec l'UE doivent être garanties sans discrimination. Il faut toutefois utiliser la marge de manœuvre existante de manière conséquente et éviter les abus.
- De graves dysfonctionnements persistent dans le domaine de l'asile. Il faut empêcher la migration irrégulière et l'immigration visant à intégrer les systèmes sociaux grâce à une application cohérente du droit des étrangers. Les requérants d'asile déboutés doivent être expulsés rapidement, la criminalité doit être systématiquement sanctionnée, et les exigences liées à l'intégration doivent s'imposer.



- Les entreprises de l'industrie tech et Swissmem, à travers sa stratégie de la main d'œuvre qualifiée, s'engagent depuis des années pour que le potentiel de main d'œuvre indigène soit encore mieux exploité. Les mesures prises dans les domaines de l'horaire de travail flexible, d'une meilleure conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale et de la promotion des femmes ainsi que des collaborateurs/trices d'un certain âge doivent être renforcées. Swissmem représente une culture en faveur du travail et de la prospérité. C'est la seule façon de générer les ressources financières nécessaires pour relever les défis du changement climatique, de la santé, de l'éducation et de la sécurité.
- La protection salariale doit être garantie au niveau actuel. Pour ce faire, les mesures d'accompagnement existantes (FlaM) doivent être mises en œuvre de manière systématique, mais se limiter toutefois à lutter contre les abus et à protéger les travailleurs et travailleuses au lieu d'importuner les entreprises qui travaillent correctement. Des mesures supplémentaires telles que la déclaration de force obligatoire alléger des conventions collectives de travail ou des salaires minimums nationaux sont inutiles et doivent être rejetées.
- Le système actuel de contingentement des ressortissants de pays tiers doit être révisé afin de mieux répondre aux besoins de l'économie et notamment des start-ups. Dans un premier temps, il s'agit de permettre aux ressortissants de pays tiers titulaires d'un diplôme universitaire suisse de rester plus facilement en Suisse.
- Pour résoudre les problèmes engendrés par l'immigration, il faut développer les infrastructures, densifier les constructions et alléger les prescriptions en matière de construction. En outre, le besoin croissant de main d'œuvre doit être réduit grâce à l'automatisation et la numérisation.
- Pour terminer, le côté administratif de l'État doit arrêter de s'étendre. L'État et les entreprises proches de l'État sont les principaux moteurs de l'immigration en raison de la bureaucratisation croissante et du manque de numérisation. En outre, ils concurrencent de plus en plus l'économie privée en proposant des salaires élevés, que l'économie privée doit financer par le biais d'impôts.

Pour de plus amples renseignements chez Swissmem :

– Kareen Vaisbrot, cheffe de la division Politique patronale, tél. 044 384 42 03 03, k.vaisbrot@swissmem.ch